



HAL
open science

Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés

Gilles Pison

► **To cite this version:**

Gilles Pison. Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés. Informations sociales, 2013, Crises et politiques sociales, 180, pp.22-30. <hal-03705472>

HAL Id: hal-03705472

<https://hal.science/hal-03705472v1>

Submitted on 27 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Ceci est la version auteur d'un article publié dans la revue *Informations sociales*, dont la référence est : Pison, G. (2013). Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés. *Informations sociales*, (180), 22-30, DOI : 10.3917/inso.180.0022. La version publiée est accessible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2013-6-page-22.htm>

Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés

Gilles Pison¹

La France se distingue par une remarquable stabilité de sa fécondité en dépit de la crise économique, alors qu'en général les récessions sont suivies d'une baisse des naissances. Toutefois, comme le montre l'analyse comparée des pays développés, leurs effets varient d'une époque à l'autre et d'un pays à l'autre. La dernière crise économique a par ailleurs bien eu un effet en France : sans elle les naissances auraient été encore plus nombreuses.

Le nombre des naissances est stable en France depuis quelques années (792 000 en 2012 en métropole contre 797 000 en 2006), de même que l'indicateur de fécondité : 2 enfants par femme en 2011 et 2012, contre 1,98 en 2006. Cette stabilité est surprenante car on se serait plutôt attendu, à la lumière des analyses passées, à une baisse de la fécondité, la seule interrogation portant sur son ampleur. La crise économique et l'augmentation du chômage qui s'est ensuivie aurait dû, pense-t-on, faire reculer la fécondité, en raison des incertitudes sur l'avenir.

C'est bien ce qui semble s'être produit dans la plupart des pays développés. Aux États-Unis, par exemple, l'indicateur de fécondité qui atteignait 2,12 enfants par femme au début de la crise, en 2007, a reculé à 1,89 en 2011 (dernière année disponible). Il n'en est rien dans le cas de la France, où la hausse du chômage est à nouveau invoquée mais, au contraire, comme un facteur de maintien et non de baisse de la fécondité : les femmes sans emploi mettraient à profit cette période d'inactivité pour être enceintes.

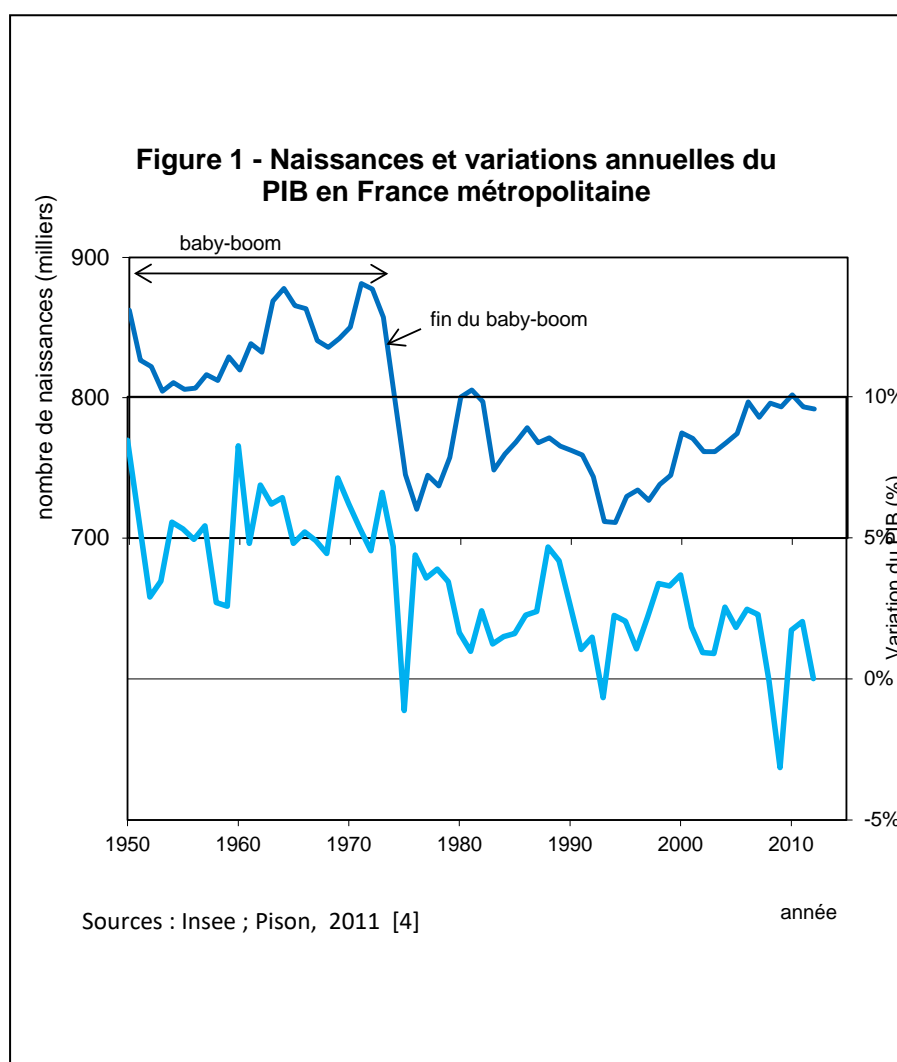
Qu'en est-il exactement ? Si la hausse du chômage et, de façon plus générale, la crise économique ont eu un effet en France, quel est-il ? Quels en sont les mécanismes ?

¹ Muséum national d'histoire naturelle et Institut national d'études démographiques

Essayons d'y voir plus clair en examinant d'abord les relations entre la conjoncture économique et la fécondité en France dans le passé, puis l'impact qu'ont pu avoir les crises économiques d'hier et d'aujourd'hui dans les autres pays développés.

Conjoncture économique et fécondité : des liens assez distendus en France

Depuis 1950, le nombre de naissances en France a varié sensiblement au fil des ans, entre un peu plus de 700 000 et un peu moins de 900 000 ; les fluctuations sont en partie corrélées à celles du produit intérieur brut (PIB) mais de façon assez lâche (voir Figure 1).



Concentrons-nous sur les épisodes de ralentissement économique les plus significatifs. À la suite du fort ralentissement de la progression du PIB en 1952 et 1953, les naissances baissent effectivement, avec un décalage d'un an qui correspond au temps de gestation. En 1958 et 1959, la croissance du PIB est à nouveau brusquement ralentie mais cette fois les naissances, qui étaient à la hausse, continuent sur leur lancée aux fluctuations

annuelles près, avec un léger creux en 1960 et un léger pic en 1961. La hausse brutale du prix de pétrole en 1975 fait chuter le PIB et les naissances, lesquelles étaient déjà en baisse rapide depuis quelques années (marquant la fin du baby-boom), et atteignent un minimum l'année suivante, en 1976. Le PIB recule une nouvelle fois en 1993 et les naissances suivent le mouvement en 1993 et 1994. Mais plus récemment, alors que le PIB stagne en 2008 et recule fortement en 2009, les naissances restent stables, aux petites fluctuations annuelles près.

En résumé, si les ralentissements économiques des soixante dernières années en France ont été généralement suivis d'une diminution des naissances, des exceptions demeurent, notamment lors de la dernière récession.

La crise ne fait que retarder les naissances

Une revue systématique des récessions classiques survenues dans les pays développés au cours des dernières décennies sans changement de système économique (1) confirme qu'elles ont souvent des effets sur la démographie mais que ces effets sont variables d'une récession à l'autre et d'un pays à l'autre (Sobotka *et al.*, 2011 ; Pison, 2011). Quelques régularités apparaissent cependant. D'abord, une récession n'a guère d'effets sur le nombre final d'enfants des générations ; elle modifie seulement le calendrier des naissances. Une partie des couples reportent leur projet de fécondité en attendant des jours meilleurs, ce qui explique la réduction de la fécondité dans les deux années qui suivent le début de la crise. Une fois celle-ci passée, ces couples se remettent à avoir des enfants et cette récupération se traduit par une hausse de la fécondité en sortie de crise (Sobotka *et al.*, 2011 ; Pison, 2011 ; Pailhé, 2009 et 2010). Ainsi, une crise ne réduit pas le nombre de naissances, elle les retarde. Autre constat, le retard concerne surtout l'arrivée du premier enfant et moins les naissances suivantes (Pison, 2011). Une fois né le premier enfant, les autres naissances désirées par le couple respectent un espacement qui a été en partie programmé et qui reste peu sensible à la crise. Le retard ou l'avancée de la première naissance décale d'autant les suivantes, la conjoncture ayant alors moins d'influence. À noter que le report de la première naissance est lui-même en partie induit par le retard du mariage ou de la mise en couple entraîné par la crise (Pailhé, 2009 et 2010). Ce lien s'observe ainsi surtout dans les pays où il faut encore être marié pour avoir des enfants, comme en Europe du Sud (Italie, Espagne, Grèce) ou en Asie (Japon, Corée du Sud). La France n'est pas dans ce cas.

Le choix de retarder ou non une naissance dépend de la situation du couple, notamment de l'existence ou non d'un impact direct de la crise sur le ménage, comme par exemple la perte d'un emploi (celui de l'homme ou de la femme). Mais même lorsque le couple n'a

pas été directement affecté par la crise, la situation économique d'ensemble a également une influence. Il semble même, curieusement, que la situation économique dans le pays ou la région, mesurée par des indicateurs comme le PIB ou le taux de chômage, influe davantage sur les décisions d'un couple que sa situation personnelle (Sobotka *et al.*, 2011).

Les variations du taux de chômage ou des indicateurs renseignant sur la confiance dans l'avenir, comme l'« *indicateur de confiance des ménages* » en France, semblent par ailleurs avoir plus d'impact sur les naissances et la fécondité que les variations du PIB. À s'en tenir toutefois aux indicateurs économiques qui ont apparemment le plus d'influence, les effets sur la fécondité restent modestes. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, le doublement du taux de chômage serait associé à une baisse moyenne de l'indicateur de fécondité de 0,09 enfant seulement (Goldstein *et al.*, 2009).

Dans un couple, le chômage de l'homme a en général plus d'influence sur la fécondité que celui de la femme (Pailhé et Solaz, 2011). Le revenu apporté par cette dernière reste souvent perçu comme un complément au revenu principal apporté par l'homme, ce que confirme la fréquence plus élevée des emplois à temps partiel chez les femmes. Mais si l'influence du chômage féminin sur la fécondité semble moins nette que celle du chômage masculin, c'est aussi qu'elle varie selon le niveau d'instruction et la position sociale. Chez les femmes les plus instruites, diplômées de l'enseignement supérieur, le chômage et la baisse de confiance dans l'avenir tendent à retarder la première naissance, alors que c'est l'inverse pour les femmes les moins instruites, chez lesquelles le chômage semble accélérer la naissance du premier enfant (Pailhé, 2009 et 2010). La relation entre chômage et fécondité varie aussi selon l'âge. Les femmes jeunes, âgées de moins de 30 ans, sont en général plus sensibles à la conjoncture économique ou à leur propre situation. Elles retardent davantage l'arrivée de la première naissance que les femmes plus âgées n'ayant pas encore eu d'enfant.

Par ailleurs, ce qui est vrai dans un pays ne l'est pas forcément dans un autre. Si une récession économique entraîne le plus souvent un recul de la fécondité et des naissances, elle peut aussi avoir l'effet inverse. Ainsi, la Finlande a connu au début des années 1990 une grave crise économique qui s'est traduite non par une baisse mais par une hausse de la fécondité (2). Enfin, le niveau de fécondité est moins sensible aux crises économiques dans les pays ayant développé de longue date une politique familiale et un système de sécurité sociale assurant une certaine protection en matière d'emploi, de santé et de logement.

Une crise économique dans un pays ne se traduit donc pas toujours par une baisse des naissances et de la fécondité un ou deux ans après, même si c'est souvent le cas. C'est

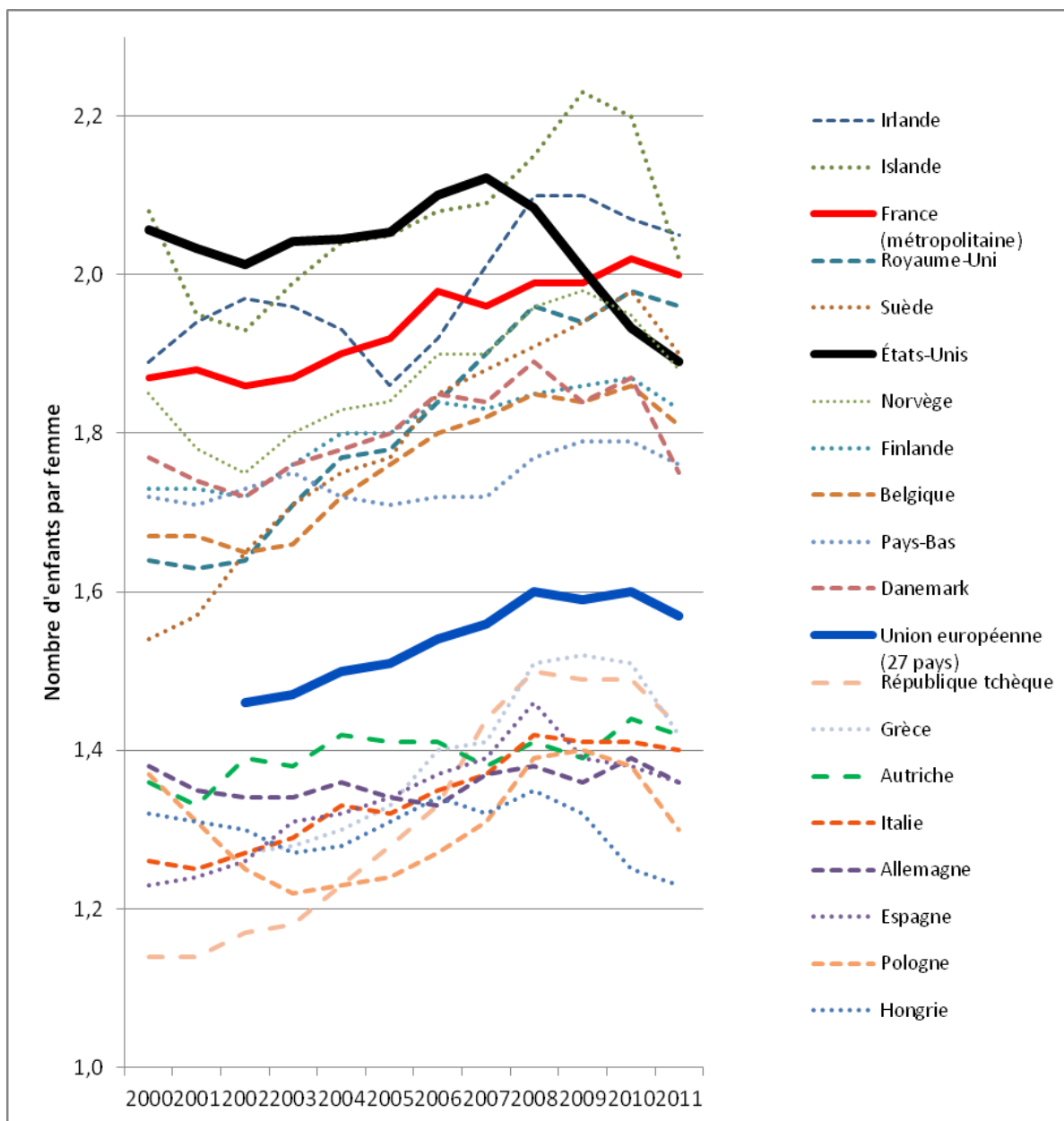
que les facteurs influençant la fécondité sont nombreux et peuvent interagir. Ils peuvent jouer dans des sens opposés pour différents sous-groupes de la population, ce qui rend la prévision difficile.

Une remontée générale de la fécondité interrompue par la récession

Qu'en a-t-il été aux États-Unis et dans les pays européens après la récession qui a débuté en 2007-2008 ? Il semble bien que l'incertitude suscitée par la crise économique et la montée du chômage ait fait chuter la fécondité dans la plupart des pays (voir Figure 2) (Pison, 2013). En Europe, la baisse de la fécondité est plus tardive qu'aux États-Unis – elle ne commence pas avant 2009 ou 2010 – et est presque de même ampleur dans certains pays, comme l'Islande, où le nombre moyen d'enfants par femme a reculé de 2,23 en 2009 à 2,02 en 2011. Une caractéristique de la crise actuelle est d'être survenue au moment où la fécondité des pays occidentaux, longtemps très basse (surtout en Europe du Sud, de l'Est et du Centre), commençait à remonter. Ce sursaut devait beaucoup au fait que les femmes avaient cessé de reporter toujours plus leurs maternités, entraînant ainsi une remontée mécanique de la fécondité enregistrée chaque année (Pison, 2009) (voir Encadré). Dans les pays concernés par ce mouvement, la récession économique a inversé la tendance et fait chuter la fécondité.

En comparaison, la France fait partie des rares pays où il n'y a pas eu de baisse marquée de la fécondité. Celle-ci y est très limitée, passant de 2,02 en 2010 à 2 en 2011 et 2012. Faut-il en conclure que, contrairement aux autres pays développés, la crise économique n'aurait guère eu d'effet sur la fécondité de la France ? On observe tout au plus un léger recul de la fécondité chez les femmes de moins de 30 ans en 2011 et 2012 (après plus de dix ans de stabilité), dû à des reports plus nombreux, mais cette modeste baisse a été plus que compensée par la hausse ininterrompue de la fécondité après l'âge de 30 ans. Plusieurs facteurs y ont sans doute contribué. La récession a d'abord été moins forte en France, l'économie ayant relativement mieux résisté à la crise que dans d'autres pays. Ensuite, les politiques sociale et familiale ont amorti le choc de la récession. En outre, si la fécondité s'est maintenue, ce n'est pas grâce à la présence de populations immigrées comme on le dit souvent (3), ni parce que les femmes au chômage auraient profité de leur inactivité pour avoir des enfants. Sans le ralentissement dû à la crise, les naissances auraient sans doute été plus nombreuses en 2011 et 2012 et l'indicateur de fécondité de la métropole aurait dépassé le seuil de deux enfants par femme en métropole.

Figure 2. Évolution de l'indicateur de fécondité de 2000 à 2011 aux États-Unis et en Europe (sélection de pays)



Sources : pays européens : Eurostat. États-Unis : CDC

Encadré. Le retard des maternités et l'indicateur de fécondité

Lorsqu'ils analysent l'évolution du nombre annuel de naissances, les démographes ont l'habitude de distinguer chaque groupe d'âge féminin et de rapporter les naissances survenues chez chacun dans l'année à son effectif, obtenant ainsi son taux de fécondité. Ils additionnent ensuite les taux des différents groupes d'âge pour produire l'Indicateur synthétique de fécondité (ISF) (*).

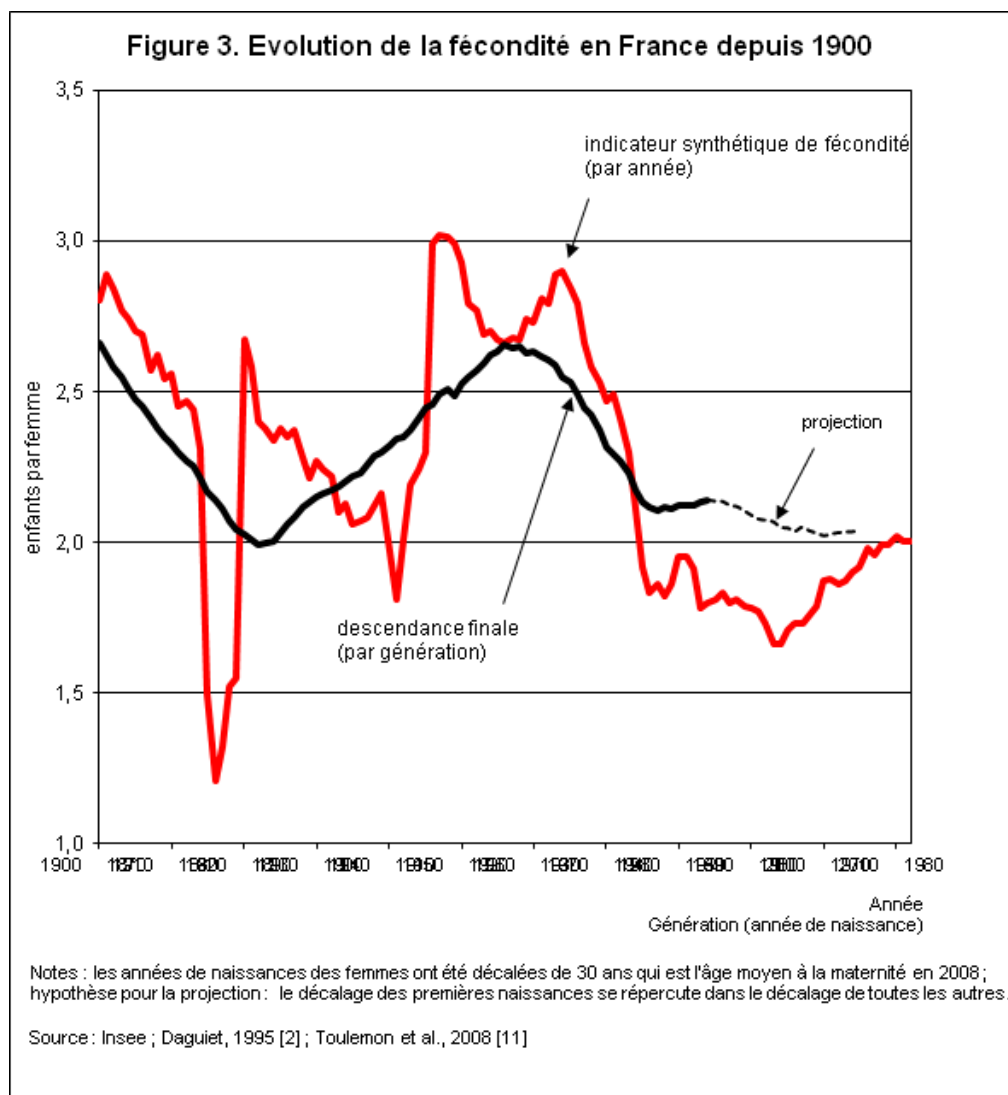
Examinons l'évolution de cet indicateur depuis le début du XXe siècle (voir Figure 3). En période de guerre, les femmes ont moins d'enfants quel que soit leur âge, ce qui se traduit par des taux de fécondité bas pour tous les groupes d'âges. L'indicateur, qui cumule les taux, atteint lui-même un niveau très bas, bien inférieur au plus bas niveau de la descendance finale (**) jamais atteint par une génération, la période d'après-guerre ayant permis à toutes les générations de récupérer une partie des naissances empêchées par la guerre. Lors du baby-boom, au contraire, la fécondité a augmenté dans tous les groupes d'âges, son cumul dépassant alors le plus haut niveau jamais atteint par une génération. Il est retombé ensuite rapidement au milieu des années 1960, sans se stabiliser ensuite à 2 enfants : l'indicateur a d'abord diminué de 1,94 enfant par femme en 1980 à 1,65 en 1993, pour remonter ensuite jusqu'à 1,98 en 2006 (Bellamy et Beaumel, 2013 ; Daguet, 2002). Comment s'expliquent ces mouvements ?

Du début des années 1970 au milieu des années 1990, les femmes ont retardé de plus en plus leurs naissances, l'âge moyen à la maternité passant de 26,6 ans en 1976 à 29 ans en 1995. Pendant cette période, les générations les plus âgées, qui avaient déjà eu leurs enfants, n'en avaient donc plus alors que leurs cadettes n'avaient pas encore eu les leurs, attendant pour les avoir. Le cumul s'est retrouvé à un niveau bas, inférieur à la descendance finale de chacune des générations en âge d'avoir des enfants. Ce niveau bas a perduré tant que le mouvement de retard des maternités d'une génération à l'autre s'est poursuivi. Quand il a ralenti à partir de 1995, l'indicateur est remonté pour se rapprocher de la descendance finale. Les deux indicateurs devraient se rejoindre si les nouvelles générations ont le même nombre d'enfants que leurs aînées et aux mêmes âges.

La hausse de l'indicateur de fécondité et des naissances entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000 ne reflète donc pas une propension des femmes ou des couples à avoir plus d'enfants. Elle est due à la stabilisation du calendrier des maternités après plusieurs décennies de transition pendant lesquelles l'âge au premier enfant n'a cessé de reculer, ce qui avait entraîné une baisse temporaire des naissances.

* L'indicateur ainsi obtenu agrège en une valeur unique les comportements féconds relatifs à 35 générations différentes, âgées de 15 à 50 ans, observés une année donnée. Il indique le nombre total d'enfants qu'aurait un groupe fictif de femmes ayant à chaque âge au fil de leur existence les taux observés cette année-là. Ce groupe de femmes est purement imaginaire et ne correspond à aucune cohorte de femmes réelles. Mais le nombre d'enfants qu'elles auraient au total résume la fécondité de l'ensemble des femmes du pays cette année-là. Cette mesure permet de comparer la fécondité de différentes populations et aussi de repérer si la fécondité augmente ou diminue d'une année à l'autre dans une même population.

** La descendance finale est une mesure qui s'applique non pas à une année de calendrier mais à une génération de femmes. La descendance finale des femmes nées en 1962 (qui ont fêté leur 50e anniversaire en 2012), 2,08 enfants, est le nombre moyen d'enfants qu'elles ont eu au cours de leur existence. Contrairement à l'indicateur synthétique de fécondité, qui fait référence à une génération fictive, cette mesure s'applique à des femmes bien réelles. Elle a cependant l'inconvénient de ne pouvoir être mesurée que pour des générations ayant atteint ou dépassé l'âge de 50 ans. Moyennant certaines hypothèses, on peut cependant projeter la descendance finale des générations n'ayant pas encore atteint cet âge (voir Figure 3).



Notes

1 – Les pays d'Europe de l'Est ont connu un grave choc démographique après 1989, à la suite du passage de l'économie planifiée des anciens régimes communistes à l'économie de marché. Les naissances ont rapidement chuté dans la plupart des pays, l'indicateur de fécondité diminuant d'un tiers à la moitié en l'espace de quelques années seulement. Par exemple, en Russie, il est passé de 2,14 enfants par femme en 1988 à 1,23 enfant dix ans plus tard, et en Pologne de 2,14 à 1,41. Les femmes ont leurs enfants relativement jeunes dans ces pays. La crise a entraîné un retard des maternités chez les jeunes générations arrivant à l'âge d'être mère, d'où la diminution brutale des naissances, qui n'ont été que partiellement récupérées ensuite. Le choc que ces pays ont connu dépasse cependant celui d'une simple récession habituelle, laquelle ne dure qu'une ou quelques années ; c'est tout le système économique et social qui a changé.

2 – Au milieu des années 1980, l'État finlandais a instauré une allocation destinée aux parents d'enfants de moins de 3 ans qui restaient à la maison pour s'en occuper. Lors de la crise du début des années 1990, cette allocation, qui n'avait pas spécialement pour objectif de soutenir la natalité en période de récession, a de fait favorisé les naissances chez les femmes touchées par la crise. Une partie de celles ayant perdu leur emploi ont préféré rester à la maison pour élever leur enfant en bénéficiant d'une allocation pour cela plutôt que de tenter de retrouver un emploi.

3 – L'apport des femmes étrangères à l'indicateur de fécondité de la France est modeste (+ 0,1 enfant). Sans leur contribution, il serait donc de 1,9 enfant par femme au lieu de 2 (Héran et Pison, 2007). De plus, les autres pays développés ont également une population étrangère ou immigrée contribuant à leur fécondité. L'immigration n'est donc pas responsable de la forte fécondité de la France par rapport à ses voisins ni de son maintien à un niveau élevé.

Bibliographie

- Bellamy V. et Beaumel C., 2013, « **Bilan démographique 2012 : la population croît, mais plus modérément** », *Insee-Première*, n° 1429, janvier.
- Daguet F., 1995, « **Un siècle de démographie française** », Insee, coll. "Insee Résultats", n° 434-435.
- , 2002, « **Un siècle de fécondité française** », Insee, coll. « *Insee Résultats, Société* », n° 8.
- Goldstein J., Sobotka T. et Jasilioniene A., 2009, « **The end of lowest-low fertility?** », *Population and Development Review*, vol. 35, n° 4.
- Héran F. et Pison G., 2007, « **Deux enfants par femme dans la France de 2006 : la faute aux immigrées ?** », *Population et Sociétés*, n° 432, mars.
- Pailhé A., 2010, « **Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses** », *Politiques sociales et familiales*, n° 100, p. 97-103.
- , 2009, « **La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ?** », in Insee, *France, portrait social - Édition 2009*, p. 26-27.
- Pailhé A. et Solaz A., 2011, « **Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country? Evidence from France** », *Documents de travail de l'Ined*, n° 169.
- Pison G., 2009, « **France 2008 : pourquoi le nombre de naissances continue-t-il d'augmenter ?** », *Population et Sociétés*, n° 454, mars.
- , 2011, « **Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ?** », *Population et Sociétés*, n° 476, mars.
- , 2013, « **France 2012 : fécondité stable, mortalité en baisse** », *Population et Sociétés*, n° 498, mars.
- Sobotka T., Skirbekk V. et Philipov D., 2011, « **Economic recession and fertility in the developed world** », *Population and Development Review*, vol. 37, n° 2, p. 267-306.
- Toulemon L., Pailhé A. et Rossier C., 2008, « **France: High and stable fertility** », *Demographic Research*, vol. 19, n° 16, p. 503-556.

Note sur l'auteur, Gilles Pison

Ancien élève de l'École normale supérieure, il est directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques et rédacteur en chef de *Population et Sociétés*. Il mène des recherches sur les changements démographiques dans le monde avec un intérêt particulier pour l'Afrique au sud du Sahara. Il est l'auteur de *Atlas de la population mondiale – Faut-il craindre la croissance démographique et le vieillissement ?* (Autrement, 2009).

Résumé

En France, l'indicateur de fécondité se maintient depuis quelques années autour de deux enfants par femme alors qu'il diminue généralement à la suite de ralentissements économiques. La dernière crise est survenue lors d'une période où la fécondité était en hausse dans la majorité des pays occidentaux. La récession a inversé le mouvement et provoqué sa baisse, comme on a pu l'observer aux États-Unis. En France, elle n'a fait que stopper la hausse : sans la crise, l'indicateur de fécondité aurait sans doute augmenté encore plus et dépassé deux enfants par femme en métropole.